

**ARRETE DE MAINLEVÉE**

**« Procédure de mise en sécurité - 68 rue de la Vierge »**

**N°53/24**

Le Maire de la ville de THOIRY,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

**Vu** l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 43/24 en date du 1<sup>er</sup> février 2024 mettant en demeure les propriétaires de la maison sis 68 rue de la Vierge, référencée BS 208, de faire cesser un danger imminent pour la sécurité publique ;

**Vu** les constatations de la Police Municipale en date du 6 février 2024 constatant la réalisation des travaux prescrits en application de l'arrêté susvisé, la démolition partielle du mur de façade ;

**CONSIDERANT** que les travaux réalisés permettent de garantir la sécurité publique ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Sur la base des constatations établies par la Police Municipale, il est pris acte de la réalisation des travaux qui mettent fin au danger constaté dans l'arrêté n° 43/24 du 1<sup>er</sup> février 2024, travaux conformes aux prescriptions effectuées.

Leur date d'achèvement est effective le 6 février 2024 à 10h15.

En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° 43/24 prescrivant la reprise complète du mur de façade ou sa démolition, sis à Thoiry 01710, 68 rue de la Vierge, cadastre BS 208 et appartenant à Messieurs Michel ZOGBY, Alexis CATTAND, Franck CATTAND et Mesdames Natasha ZOGBY, Michèle CATTAND, Tatiana HOSHIKO.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de la maison ainsi qu'en mairie de Thoiry, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3 :**

Le présent arrêté est transmis au préfet du département de l'Ain.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon, sis 184, rue Duguesclin-69433 LYON Cedex 03, pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à Thoiry,  
Le 6 février 2024

Pour le Maire empêché,  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint  
**Pierre LABRANCHE**

